

Over het geheel van de derde fase duren de stages 40 werkdagen. Als deze fase de duur van een schooljaar overschrijdt, kunnen de stages bovendien 75 werkdagen duren.

Minstens twee stages moeten worden georganiseerd, één van hen moet 20 opeenvolgende werkdagen duren.

Behoudens bijzondere gevallen moeten de stages in verschillende ondernemingen worden georganiseerd zodat de leerling verschillende sociale en beroepswerkelijkheden kan benaderen.

§ 3. De maximale duur van de stages kan overschreden worden op voorstel van de klassenraad en op een gunstig advies van de inspectie.

Bij afkeuring behoort de beslissing tot de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

**Art. 3. § 1.** Een stageovereenkomst moet worden opgesteld, overeenkomstig het model gevoegd bij dit besluit, voor de leerling van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3, met volledig leerplan, die een stage in het kader van een kwalificerende opleiding maakt.

§ 2. Zijn partij van de overeenkomst, de schoolinrichting, de onderneming en de meerderjarige leerling of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent als de leerling minderjarig is.

In de overeenkomst worden, inzonderheid, de volgende vermeldingen en bepalingen opgenomen :

1° de datum van inwerkingtreding, de duur, de specificatie betreffende de uurregeling en het onderwerp van de overeenkomst;

2° de identiteit van de leerling en indien deze minderjarig is, van zijn/haar wettelijke vertegenwoordiger;

3° de benaming van de onderneming en de identiteit van de personeelsleden belast met de begeleiding;

4° de benaming van de schoolinrichting en de identiteit van de personeelsleden belast met de omkadering;

5° de wederzijdse verplichtingen van de stagiaire, de schoolinrichting en de onderneming;

6° de aansprakelijkheden inzake verzekeringen;

7° de wijzen van opzegging en verstrijking van de overeenkomst.

§ 3. De overeenkomsten bedoeld in § 1 kunnen niet worden gesloten met een onderneming, een openbaar bestuur of elke andere structuur waarvan de organisatie overeenstemt met de wets- en verordeningbepalingen die van toepassing zijn op de betrokken activiteitensector.

**Art. 4.** De Minister van Gespecialiseerd Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 oktober 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente,

belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,

Mevr. M. ARENA

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 301

[2006/204115]

### 10 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil de catégorie dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles tel que modifié par le décret du 30 juin 2006 modernisant le fonctionnement et le financement des Hautes Ecoles, notamment son article 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 18 septembre 2006;

Vu le protocole du 28 septembre 2006 du Comité de secteur IX;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il est impératif que le présent arrêté soit adopté et publié dans les plus brefs délais dès lors que l'année académique 2006-2007 a déjà débuté, et que l'arrêté en projet est une mesure d'exécution nécessaire à l'application du décret du 30 juin 2006 modernisant le fonctionnement et le financement des Hautes Ecoles qui entre en vigueur pour l'année académique 2006-2007; qu'il convient en effet, comme l'a observé la section de législation dans son avis 40.822/2, que la composition des Conseils de catégorie dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française soit arrêtée pour la rentrée académique 2006-2007;

Vu l'avis n° 41.462/2 du Conseil d'État, donné le 16 octobre 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition de la Vice-présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française est modifié comme suit :

les mots « et des Conseils de département » sont remplacés par les mots « , des Conseils de catégorie et des Conseils de département ».

**Art. 2.** A l'article 2, alinéa 2, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 3<sup>o</sup>, le mot « département » est remplacé par le mot « catégorie »;

b) l'alinéa est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> le cas échéant, les Conseils de département. »

**Art. 3.** Au Chapitre I<sup>er</sup>, section 2, 3 et 6 du même arrêté, les mots « conseil de département », « conseils de département », « les départements », « ce département » et « du département » sont remplacés respectivement par les mots « conseil de catégorie », « conseils de catégorie », « les catégories », « cette catégorie » et « de la catégorie ».

**Art. 4.** Il est inséré, dans le chapitre I<sup>er</sup> du même arrêté, une section 7 rédigée comme suit :

« Section 7. — Des Conseils de département.

Art. 35bis. § 1<sup>er</sup>. Chaque Conseil de département est composé de dix membres au moins. Trois cinquièmes des membres représentent le personnel. Ils sont élus en application des articles 37 à 50.

Un cinquième des membres représente les étudiants. Ils sont choisis par le Conseil des étudiants. Un cinquième des membres est choisi par le Collège de direction.

§ 2. Un des membres choisi par le Collège de direction préside le Conseil de département.

§ 3. Le Conseil de département charge chaque année un de ses membres de son secrétariat.

Art. 35ter. Le mandat des membres représentant le personnel et des membres choisis par le collège de direction est de cinq ans, celui des membres représentant les étudiants est d'un an. Ces mandats sont renouvelables.

Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 35quater. Chaque Conseil de département fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au Conseil d'administration pour approbation.

Art. 35quinquies. Chaque Conseil de département se réunit, le cas échéant, au moins quatre fois par année. Il peut se réunir en outre à l'initiative de son président ou à la demande écrite d'un tiers de ses membres au moins.

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite d'un tiers au moins des membres du Conseil de département.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit au moins dix jours ouvrables avant la réunion. Les convocations sont signées par le président et le secrétaire et précisent l'ordre du jour de la séance.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

Art. 35sexies. Le Conseil de département ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres sont présents.

Si le Conseil de département ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits une seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

Art. 35septies. Tout avis ou toute décision du Conseil de département fait l'objet d'un vote. Les décisions et avis sont pris à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en compte.

Art. 35octies. Les décisions et avis du Conseil de département peuvent être consultés au secrétariat de la Haute Ecole, sauf s'il s'agit d'une décision ou d'un avis de portée individuelle. »

**Art. 5.** A l'article 37, alinéa 4, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « Conseils de département » sont remplacés par le mot « Conseils de catégorie » et les mots « du département » sont remplacés par les mots « de la catégorie »;

b) l'article est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Le cas échéant, pour l'élection aux Conseils de département des représentants des personnels visés à la section 7 du Chapitre I<sup>er</sup> du présent arrêté, sont électeurs, les membres du personnel de la Haute Ecole en activité de service au sein du département concerné à la date de clôture des listes électorales ».

**Art. 6.** A l'article 40, le § 4 est remplacé comme suit :

« § 4. Sont éligibles au Conseil de catégorie et, le cas échéant, au Conseil de département comme représentants du personnel :

1<sup>o</sup> les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et en activité de service au sein de la catégorie ou du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

2<sup>o</sup> les membres du personnel auxiliaire d'éducation et administratif nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés sous contrat à durée indéterminée par la Haute Ecole et en activité de service au sein de la catégorie ou du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

3<sup>o</sup> les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire dans la Haute Ecole, et en activité de service au sein de la catégorie ou du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2006-2007.

**Art. 8.** La Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 novembre 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 301

[2006/204115]

**10 NOVEMBER 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de samenstelling en de nadere regels voor de werking van de Categorieraad in de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006 tot modernisering van de werking en de financiering van de hogescholen, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 2006 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau, van 18 september 2005;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité IX van 28 september 2006;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat dit ontwerp van besluit zo vlug mogelijk moet worden aangenomen en bekendgemaakt, aangezien het academiejaar 2006-2007 al begonnen is en het ontwerp van besluit een uitvoeringsmaatregel is die nodig is voor de toepassing van het decreet van 30 juni 2006 tot modernisering van de werking en de financiering van de hogescholen dat in werking treedt voor het academiejaar 2006-2007; dat, zoals vermeld door de afdeling wetgeving in haar advies 40.822/2, de samenstelling van de Categorieraden in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde Hogescholen voor het academiejaar 2006-2007 moet worden vastgesteld;

Gelet op het advies nr. 41.462/2 van de Raad van State, gegeven op 16 oktober 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, wordt gewijzigd als volgt :

De woorden « en de departementsraden » worden vervangen door de woorden « , de categorieraden en de departementsraden ».

**Art. 2.** In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 3<sup>o</sup> wordt het woord « departement » vervangen door het woord « categorie »;

b) het lid wordt aangevuld met een 4<sup>o</sup>, luidend als volgt :

« 4<sup>o</sup> in voorkomend geval, de departementsraden. ».

**Art. 3.** In hoofdstuk I, afdelingen 2, 3 en 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « departementsraad », « departementsraden », « de departementen », « dit departement » en « van het departement » respectievelijk vervangen door de woorden « categorieraad », « categorieraden », « de categorieën », « deze categorie » en « van de categorie ».

**Art. 4.** In hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een afdeling 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 7. — De departementsraden

Art. 35bis. § 1. Elke departementsraad bestaat uit ten minste tien leden. Drie vijfde van de leden vertegenwoordigen het personeel en worden gekozen krachtens de artikelen 37 tot 50.

Een vijfde van de leden vertegenwoordigen de studenten en worden door de studentenraad gekozen. Eén vijfde van de leden worden door het Bestuurscollege gekozen.

§ 2. Eén van de door het bestuurscollege gekozen leden zit de departementsraad voor.

§ 3. De departementsraad belast jaarlijks één van zijn leden met het secretariaat.

Art. 35ter. Het mandaat van de vertegenwoordigers van het personeel en van de door het bestuurscollege gekozen leden duurt vijf jaar, dat van de vertegenwoordigers van de studenten één jaar. Die mandaten zijn hernieuwbaar.

Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettigde, wordt vervangen. De vervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 35quater. Elke Departementsraad bepaalt zijn huishoudelijk reglement en deelt het de raad van bestuur ter goedkeuring mee.

Art. 35quinquies. Elke departementsraad komt, in voorkomend geval, ten minste viermaal per jaar bijeen, en bovendien op initiatief van zijn voorzitter of op schriftelijk verzoek van ten minste één derde van zijn leden.

Een punt wordt op de agenda ingeschreven op schriftelijk verzoek van ten minste één derde van de leden van de departementsraad.

Behalve in dringende gevallen, die de oproeping vermeldt, worden de leden ten minste tien werkdagen vóór de vergadering schriftelijk opgeroepen. De oproepingsbrieven worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris en vermelden de agenda van de vergadering.

Er wordt enkel beraadslaagd over de agendapunten tenzij ten minste tweederde van de aanwezige leden aanvaarden de agenda te wijzigen.

Art. 35sexies. De departementsraad beraadslaagt en beslist geldig als meer dan de helft van de leden aanwezig zijn.

Zo niet kan de Departementsraad na een nieuwe oproeping beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezigen, over alle punten die voor de tweede maal op de agenda staan.

Leden met een persoonlijk of rechtstreeks belang of wier bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben bij de materies waarover gestemd wordt, nemen aan de beraadslaging niet deel.

Art. 35septies. Over alle adviezen en beslissingen van de departementsraad wordt gestemd. Ze worden genomen bij volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen, zonder rekening te houden met onthoudingen.

Art. 35octies. De beslissingen en adviezen van de raad kunnen op het secretariaat van de hogeschool ingezien worden, behalve als ze een individuele strekking hebben. »

**Art. 5.** In artikel 37, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « departementsraden » wordt vervangen door het woord « categorieraden » en worden de woorden « van het departement » vervangen door de woorden « van de categorie »;

b) het artikel wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« In voorkomend geval, voor de verkiezing, in de departementsraden, van de vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in afdeling 7 van hoofdstuk I van dit besluit, zijn de personeelsleden van de Hogeschool kiezers als zij in dienstactiviteit zijn in het betrokken departement op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden. »

**Art. 6.** In artikel 40 wordt § 4 vervangen als volgt :

« § 4. Verkiesbaar zijn voor de categorieraad en, in voorkomend geval, voor de departementsraad als vertegenwoordigers van het personeel :

1° de leden van het onderwijzend personeel die vastbenoemd zijn, tijdelijk aangewezen voor een onbepaalde duur in de Hogeschool of aangeworven voor een onbepaalde duur door de Hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen de betrokken categorie of het betrokken departement van de hogeschool op de datum van afsluiting van de kieslijsten;

2° de leden van het opvoedend en administratief hulp personeel die vastbenoemd zijn of tijdelijk aangewezen voor een onbepaalde duur in de Hogeschool of aangeworven met een overeenkomst voor een onbepaalde duur door de Hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen de betrokken categorie of het betrokken departement van de Hogeschool op de datum van afsluiting van de kieslijsten. »

3° de leden van het meesters-, vak- en dienstpneel die vastbenoemd zijn of tijdelijk aangewezen in de Hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen de betrokken categorie of het betrokken departement van de Hogeschool op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2006-2007.

**Art. 8.** De Minister van Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 november 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 302 (2006 — 4534)

[2006/204220]

**24 AOÛT 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française reconnaissant et admettant aux subventions les formations organisées par la Haute Ecole « FRANCISCO FERRER » de la ville de Bruxelles à partir de l'année académique 2006-2007. — Erratum**

Au *Moniteur belge* du 14 novembre 2006 à la page 60844, il y a lieu de remplacer l'annexe publiée par l'annexe ci-après :

### Annexe

Type	Catégorie	Formation	Implantation
Type court	Arts appliqués	Section « Arts du Tissue »	Bruxelles
Type court	Arts appliqués	Section « Publicité » - Option « Agencement de l'espace »	Bruxelles
Type court	Arts appliqués	Section « Styliste - Modéliste »	Bruxelles
Type court	Arts appliqués	Spécialisation « Accessoires de mode »	Bruxelles
Type court	Economique	Section « Assurances »	Bruxelles
Type court	Economique	Section « Comptabilité » - Option « Banque et finance »	Bruxelles
Type court	Economique	Section « Comptabilité » - Option « Fiscalité »	Bruxelles
Type court	Economique	Section « Comptabilité » - Option « Gestion »	Bruxelles
Type court	Economique	Section « Gestion des transports et logistique d'entreprise »	Bruxelles
Type court	Economique	Section « Sciences administratives et gestion publique »	Bruxelles
Type court	Economique	Section « Secrétariat de direction » - Option « Entreprise - Administration »	Bruxelles
Type court	Economique	Spécialisation « Administration des maisons de repos »	Bruxelles